



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/SR.492  
10 octobre 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

### COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Quarante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 492<sup>e</sup> SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 4 octobre 1994, à 15 heures

Président : M. LARSEN (Danemark)

### SOMMAIRE

Débat général (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h. 20.

DEBAT GENERAL (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

1. M. MOSAASE (Lesotho) dit que les événements du Rwanda, de la Bosnie, de l'Afghanistan, de la Somalie, de l'Angola et d'Haïti montrent à la face du monde que des événements tragiques assaillent de nombreuses régions à cause des violations des droits de l'homme. Le gouvernement du Lesotho appuie pleinement les efforts déployés par la communauté mondiale, le système des Nations Unies, en particulier le HCR. Certes, le principe démocratique et la saine conduite des affaires publiques gagnent du terrain et sont salués de par le monde, mais ce serait faire preuve de naïveté que de sous-estimer les ennemis de la paix et les auteurs de violation de droits de l'homme. Le Gouvernement du Lesotho déplore les tueries insensées et les souffrances imposées à la population au Rwanda et accueille avec satisfaction les programmes de secours d'urgence spéciaux mis en place par le HCR pour les réfugiés rwandais.

2. Le Lesotho est heureux que la mise en place du régime démocratique ait été menée à bien et de manière pacifique en Afrique du Sud. Le programme de rapatriement et l'assistance fournie par le HCR aux rapatriés sud-africains ont joué un rôle majeur dans le démantèlement de l'apartheid, mais ce n'est là que le début d'une oeuvre ardue à mener pour instaurer le développement économique, fondement d'une culture démocratique durable.

3. Le Lesotho constate avec appréciation le bon déroulement de la réinstallation de plus d'un million de rapatriés au Mozambique, encore que les efforts louables du personnel du HCR et des gouvernements du Mozambique et des pays d'accueil aient parfois été mis en échec par les réfugiés qui, après la réinstallation, sont repartis vers les pays d'accueil et ont dû être rapatriés de nouveau. Il faut espérer que le rapatriement des réfugiés débouchera sur des élections couronnées de succès et pacifiques au Mozambique.

4. L'orateur note la montée de la solidarité en Afrique australe où, sans l'appui massif porté, sous l'impulsion des présidents de l'Afrique du sud, du Botswana et du Zimbabwe, à la restauration du gouvernement élu du Lesotho qui a été illégalement renversé, on aurait peut-être assisté à une situation explosive, similaire à celle du Rwanda.

5. Le Lesotho accueille avec satisfaction les mesures prises par le HCR pour regrouper ses activités destinées aux réfugiés dans la région d'Afrique australe par la création d'un bureau régional à Johannesburg. Le Gouvernement du Lesotho comprend parfaitement que les restrictions budgétaires aient contraint le HCR à réduire son action et sa présence au Lesotho, mais il garde l'espoir que, si le besoin s'en fait sentir, le HCR interviendra, par son nouveau bureau régional, aussi rapidement et judicieusement que par le passé.

6. Mme SCHIMMING-CHASE (Namibie) dit qu'un examen des opérations menées par le HCR sur le terrain au cours des 12 mois écoulés indique que les problèmes de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur territoire prennent une ampleur et une complexité croissantes, exigeant des interventions plus rapides et plus rationnelles. La délégation namibienne accueille avec satisfaction la déclaration du Haut Commissaire selon laquelle les réfugiés et demandeurs d'asile ont besoin d'être protégés où qu'ils soient. Le rapatriement passe par des solutions politiques, et c'est dans ce domaine que la communauté internationale devrait accentuer ses efforts, qui doivent porter non seulement

sur la réinstallation et la réintégration, mais également sur la réadaptation. Après cela, les personnes déplacées seront nécessairement prises en compte dans la solution. Les changements économiques et sociaux doivent impérativement aller de pair avec le processus de développement.

7. A sa quarante-quatrième session, le Comité exécutif a examiné les perspectives de paix en Angola avec, pour conséquence, le rapatriement des réfugiés, mais malheureusement, la guerre continue d'y faire rage. Il incombe au Comité exécutif de reconsidérer la situation angolaise en vue d'offrir l'assistance nécessaire. La paix dans la sous-région ne sera pas assurée tant qu'une solution n'est pas trouvée, car les problèmes d'un pays peuvent gravement compromettre le développement d'un autre. Chaque jour voit arriver en Namibie des réfugiés angolais, fût-ce en petit nombre, mais ce qu'il y a de plus grave, ce sont les incursions et attaques, souvent meurtrières, menées quotidiennement à l'encontre d'une population innocente, et qui ont imposé le déploiement, dans le nord du pays, de forces de police et de sécurité, déploiement qui n'était pas prévu au budget-programme.

8. C'est avec plaisir que l'orateur annonce que le 14 juillet 1994, la Namibie a ratifié les instruments internationaux pertinents concernant les réfugiés, avec une seule réserve que les difficultés initiales propres à une nation ayant récemment accédé à l'indépendance l'ont amenée à faire au titre de l'article 26 de la Convention de 1951. Le Ministère responsable des réfugiés fait le nécessaire pour obtenir du Cabinet qu'il approuve l'emploi des réfugiés possédant des compétences précises.

9. L'ouverture du Bureau régional du HCR à Johannesburg est d'une importance particulière compte tenu du nouvel environnement politique et sociologique et des contributions au développement envisagées par suite de la disparition de l'ordre ancien. Avec le concours de la délégation du HCR et des organisations non gouvernementales locales, le gouvernement namibien a mis en place un camp de réfugiés à Osire doté de services de garderie d'enfants et de classes pour adultes ainsi que de projets d'auto-assistance.

10. Jeune nation, la Namibie demande à la communauté internationale de l'aider à faire face à tous les besoins des futurs demandeurs d'asile et candidats au statut de réfugié.

11. M. de RIEDMATTEN (Suisse), notant qu'il partage pleinement les préoccupations exprimées par le Haut Commissaire dans son allocution liminaire concernant les nouveaux défis auxquels le HCR est confronté, dit que la crise du Rwanda, plus particulièrement depuis juillet 1994, fait apparaître clairement que le HCR a atteint le seuil critique de sa capacité d'intervention. Mais il a établi avec lucidité le diagnostic de la situation et alerté sans délai la communauté internationale.

12. Comme l'a dit le Haut Commissaire, ce qui était l'exception a malheureusement tendance à devenir la règle. Aussi y a-t-il une certaine logique à ce que, face aux défis gigantesques qui se multiplient à un moment où ses ressources sont limitées, le HCR fasse appel aux Etats pour partager certaines de ses tâches opérationnelles. La mise en place d'"ensembles de services" illustre ce principe de manière convaincante.

13. La crise du Rwanda démontre également que les activités du HCR doivent nécessairement s'insérer dans une recherche de solution globale dont les objectifs sont la stabilité politique et le respect des droits de l'homme. Si l'objectif est clair, on est cependant encore loin du but. La crise du Rwanda a démontré l'utilité des équipes de réaction aux situations d'urgence mais aussi la nécessité de faire compléter les efforts du HCR par des contributions opérationnelles externes. Un apport externe reste capital. Aussi les autorités suisses envisagent-elles, pour l'année qui vient, de mettre à la disposition du HCR une équipe de spécialistes du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe. L'orateur est par ailleurs heureux de confirmer que son gouvernement a décidé d'octroyer au HCR une contribution de 4 millions de francs suisses pour le programme d'urgence en faveur des réfugiés du Burundi et du Rwanda.

14. La Suisse est favorable à l'idée de renforcer et d'élargir le rôle du Comité permanent interorganisations afin de répondre aussi efficacement que possible aux situations d'urgence complexes. Il est nécessaire de réfléchir dès le début à la manière d'assurer la continuité entre les activités des divers intervenants, qu'il s'agisse du système des Nations Unies, des organismes gouvernementaux ou des organisations non gouvernementales, et la Suisse reconnaît le rôle particulier et souvent irremplaçable de ces dernières comme partenaires d'exécution exclusive ou complémentaire des programmes du HCR. L'orateur est heureux de constater que le partenariat entre le HCR et les ONG s'est matérialisé pour la première fois formellement dans la mise en oeuvre du concept PARinAC de la Déclaration d'Oslo.

15. La multiplication et le développement rapide des tâches humanitaires ont pour conséquence que l'évaluation systématique de la planification stratégique des opérations du HCR est extrêmement importante. Non seulement elle augmente la transparence, mais elle permet, en tirant les leçons du passé, d'accroître la capacité de réponse lors de nouvelles crises. La Suisse soutient pleinement l'initiative du HCR consistant à créer un poste de Directeur des services d'inspection et d'évaluation et juge très intéressante la proposition d'élargissement des capacités du HCR en matière de planification stratégique.

16. Dans son excellente "Note sur la protection internationale" (A/AC.96/830), le Haut Commissaire esquisse des approches et stratégies nouvelles susceptibles de combler les lacunes concernant la protection de personnes qui fuient leur pays du fait d'un conflit armé ou de troubles intérieurs graves. Chaque crise se déroule dans un contexte qui lui est propre et une approche pragmatique basée sur la consultation et la concertation entre pays concernés est un moyen utile pour trouver des solutions appropriées. La Suisse est prête à engager avec d'autres Etats des discussions sur des principes directeurs qui, sans être juridiquement contraignants, refléteraient la pratique généralement acceptée. De telles discussions pourraient être utiles pour les pays qui envisagent de mettre à jour leur législation nationale. D'ailleurs, la Suisse est en train de compléter sa loi sur l'asile en y incorporant le concept de protection temporaire. Pour ce qui concerne la question des personnes déplacées à l'intérieur du territoire, la Suisse appuie l'approche pratiquée par le HCR et s'associe entièrement aux conclusions élaborées dans le cadre du Sous-Comité plénier sur la protection internationale. Il est nécessaire de procéder à une meilleure répartition des tâches et à une meilleure coordination des activités en faveur des personnes déplacées.

17. Enfin, l'orateur salue le courage et l'abnégation de ceux qui, souvent au péril de leur vie, viennent en aide aux réfugiés. Opérant de plus en plus

souvent dans des situations de conflit ouvert, le HCR se trouve directement confronté au problème de la sécurité de son personnel. L'engagement personnel du Haut Commissaire et de toutes ses collaboratrices et collaborateurs, qu'ils soient au Siège ou sur le terrain, est pour tous une source d'admiration et d'encouragement.

18. M. LOTODO (Observateur pour le Kenya) dit que son pays est particulièrement préoccupé par la situation au Rwanda, au Burundi, en ex-Yougoslavie et, dans une certaine mesure, au Libéria, et espère qu'une solution durable ne tardera pas à être trouvée pour atténuer les souffrances humaines de ces pays. La situation au Rwanda défie toute description et est sans comparaison du point de vue de la misère et des souffrances humaines qu'elle engendre; la population rwandaise vit la tragédie multiple de la maladie, de la guerre civile et de l'effondrement économique et social, qui a fait des centaines de milliers de morts et a provoqué l'exode de plus d'un million de personnes vers les pays voisins. Cet exode a mis à rude épreuve les ressources humaines, matérielles et financières pourtant maigres de ces pays, en tête desquels viennent le Zaïre et la République Unie de Tanzanie; la communauté internationale a beaucoup fait pour les aider à faire face à ce problème, et l'orateur demande que cette assistance soit poursuivie.

19. Ces dernières années, le Kenya a beaucoup appris en matière de gestion de flux massifs de réfugiés et est prêt à partager son acquis avec d'autres. Le pays accueille actuellement quelque 280 000 réfugiés, dont 80 % sont d'origine somalie et 80 % sont officiellement enregistrés et vivent dans des camps permanents. L'impact de leur présence se fait sentir particulièrement dans les domaines économique, social et environnemental, et dans celui de la sécurité. Le Kenya continuera à leur offrir un asile sûr en attendant que leur pays d'origine retrouve les conditions de sécurité suffisantes pour qu'ils puissent repartir, et il continuera à s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant que partie à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 ainsi qu'à la Convention de l'OUA. Il n'en pense pas moins que le rapatriement librement consenti doit être encouragé et appuyé lorsque les pays d'origine ont recouvré un certain degré de stabilité.

20. L'orateur exprime la gratitude de son gouvernement pour les véhicules que la délégation du HCR à Nairobi, faisant droit à la requête exprimée à la quarante-quatrième session du Comité exécutif, a fournies à son Département de la police pour permettre à la police d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés de la Province du nord-est. Le HCR a également promis d'aider à former la police kenyane déployée dans les zones où sont installés les réfugiés. Au cours de l'année écoulée, quatre camps de réfugiés ont été fermés et la plupart des réfugiés sont rentrés dans leur pays. Toutefois, la présence des camps de réfugiés dans la Province côtière du Kenya a eu un impact considérable sur l'industrie touristique du pays, et l'orateur demande au HCR d'intensifier ses efforts pour rapatrier les réfugiés vers la Somalie et transférer ceux qui ne peuvent pas repartir pour des raisons de sécurité vers les camps de la Province du nord-est. Le gouvernement kenyan est prêt à coopérer et à apporter toute assistance nécessaire à cette opération. Le tourisme est un secteur clé très vulnérable de l'économie kényenne, et son gouvernement supplie la communauté internationale de comprendre son désir de voir les réfugiés rapatriés ou transférés loin de la zone côtière.

21. Comme l'orateur en a fait état à la quarante-quatrième session, les réfugiés continuent de disputer à la population locale le bénéfice des ressources hospitalières limitées, ce qui a parfois donné lieu à du ressentiment de la part des communautés locales. A cet égard, l'orateur remercie le HCR de lui avoir fourni son assistance dans ce domaine, atténuant peu ou prou la pénurie existante.

22. L'orateur appelle l'attention du Comité sur le fait que son gouvernement a décidé de fermer les camps de la Province côtière, et d'envoyer les réfugiés vers les camps du nord, et de rapatrier ceux qui sont disposés à rentrer dans leur pays. Le gouvernement kenyan espère que la communauté internationale et le HCR feront preuve de compréhension pour la décision qu'il a été amené à prendre pour diverses raisons.

23. En premier lieu, le nombre croissant des incidents générateurs d'insécurité dans les camps et alentour, imputables essentiellement aux réfugiés - agression contre la population locale, atteintes à ses biens - a provoqué des cas d'affrontement physique. En deuxième lieu, le débordement des réfugiés dans Mombasa et Malindi et leur comportement parfois violent ont compromis le tourisme, principale activité économique du pays. De plus, il est maintenant établi que la plupart des armes illégales circulant au Kenya ont été introduites par des réfugiés. Des criminels locaux ont profité de la présence des réfugiés pour créer une atmosphère d'insécurité. La délégation kenyane demande instamment au HCR de continuer à travailler à créer en Somalie un environnement favorable au retour des réfugiés dans la sécurité. Elle demande également une augmentation du financement des opérations transfrontières qui permettraient le rapatriement urgent des réfugiés de Kisimayu.

24. Le surpeuplement de certains camps de Mombasa a fait que l'état sanitaire y est déplorable, suscitant l'apparition d'une épidémie de choléra en mai-juin 1994. Il est essentiel de décongestionner les camps de la côte afin d'éviter des épidémies telles que celles qui se sont produites à Goma, au Zaïre. Malgré les efforts déterminés du personnel médical kenyan, sur 153 personnes identifiées comme touchées par le choléra, une cinquantaine (population locale et réfugiés confondus) en sont mortes.

25. Le HCR, ainsi que la Joint Voluntary Agency (JVA), a aussi activement participé au traitement des cas de réinstallation. Un bon nombre des réfugiés a pu se réinstaller dans un pays tiers, allégeant d'autant le fardeau du Kenya. A cet égard, l'orateur remercie les gouvernements des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, des pays scandinaves et tous les autres, qui ont accepté des demandeurs d'asile. Il remercie également tous les organismes intervenant dans les programmes destinés aux réfugiés au Kenya, tels que Care International, Médecins sans frontières (MSF), l'International Rescue Committee (IRC), la Fédération luthérienne mondiale (FLM), la Croix-Rouge kenyane et la Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique (AMREF) pour toute l'assistance qu'ils ont fournie. De nombreux pays amis ont également fait des dons de vivres, d'équipements et de médicaments que les organismes ont utilisés dans la prestation des services aux camps de réfugiés dans certaines régions.

26. Il faut faire état d'une très grave question qui, si elle n'est pas traitée immédiatement, accentuera la dégradation environnementale dans les régions occupées par les camps de réfugiés. L'action érosive de l'eau et du vent crée déjà de graves signes de désertification des camps tels que Kakuma et Marafa et le grand camp de Dadaab. Plus de 25 000 hectares de terre de la région

de Dadaab sont complètement dégradés, la demande de combustibles ligneux étant supérieure à 48 000 tonnes par an alors que la quantité viable est de 16 000 tonnes par an. Les arbres sont abattus de manière anarchique.

27. Comme le HCR le sait, l'utilisation de l'eau dans certaines régions dépasse la capacité de réalimentation naturelle. L'orateur espère que les services consultatifs en matière d'environnement du HCR élaboreront une recommandation pratique en vue de juguler la désertification d'un environnement déjà fragile.

28. Le Kenya a envoyé dans d'autres pays des délégations pour informer des problèmes et échanger des vues et des données d'expériences sur la gestion des programmes de réfugiés. En lançant une fois de plus une demande d'assistance, en particulier pour accélérer le rapatriement et la réinstallation, l'orateur exprime les remerciements de sa délégation au HCR, au PAM, à l'UNICEF, au PNUD et à tous les organes des Nations Unies, ainsi qu'au Groupe de travail sur les solutions et la protection ainsi qu'à son rapporteur.

29. La délégation kenyane a noté avec préoccupation les observations du représentant du Soudan qui prétend que les réfugiés soudanais sont maltraités dans les pays voisins. Le Kenya souhaite ardemment voir la situation se normaliser au Soudan et le rapatriement des réfugiés soudanais se trouvant actuellement au Kenya. Il assure le Comité exécutif que tous les réfugiés au Kenya reçoivent les mêmes traitements. Il n'y a pas, qu'il sache, de mauvais traitements des réfugiés, qu'ils soient soudanais ou autres, dans son pays, et il serait reconnaissant à la délégation soudanaise de lui signaler toute preuve factuelle du contraire qui pourrait être en sa possession.

30. Mme BAUTISTA (Philippines) note que le HCR a énergiquement et efficacement relevé les grands défis au cours de l'année écoulée et exprime le soutien déterminé de son gouvernement en faveur des initiatives prises par le Haut Commissaire dans l'exécution des fonctions de protection du HCR et la défense de l'institution de l'asile. Les félicitations de son gouvernement vont également au personnel du HCR qui travaillent dans des circonstances extrêmement difficiles. A cet égard, l'orateur se félicite de la proposition faite par le Haut Commissaire de créer le service d'inspection et d'évaluation.

31. La délégation philippine partage les préoccupations exprimées par les orateurs précédents concernant le problème des personnes déplacées à l'intérieur du territoire et considèrent que, en attendant la préparation et l'adoption d'un nouvel instrument juridique international couvrant de nouvelles situations de réfugiés, il est nécessaire de mettre sur pied de nouveaux mécanismes de protection sur la base d'une étroite coordination interinstitutionnelle et avec le plein appui et la coopération sans réserve de l'Etat concerné. Elle se félicite en particulier du resserrement des relations entre le HCR et ses ONG partenaires. Une étroite coopération avec les ONG locales pour le renforcement des capacités est souhaitable car la mise en commun des connaissances les aiderait à continuer à assurer les fonctions de protection des réfugiés lorsque les ONG implantées à l'étranger, voire le HCR lui-même, sera passé à des tâches plus pressantes.

32. La délégation philippine attache une importance particulière à la nécessité d'intégrer l'importance accordée aux femmes et enfants réfugiés dans tous les programmes du HCR. Elle est particulièrement consternée par les

rapports répétés de violences sexuelles commises à l'encontre des femmes, humiliation qui en font doublement des victimes. Elle espère que la suggestion avancée d'accroître le rôle du Coordonnateur principal pour les femmes réfugiées sera sérieusement pris en considération et elle suivra de près l'application des Lignes directrices révisées sur la protection et les soins accordés aux enfants réfugiés publiées récemment par le Haut Commissaire.

33. S'agissant de la région Asie, l'orateur dit que sa délégation se félicite des progrès qui continuent de marquer la mise en oeuvre du Plan d'action global (PAG) pour les réfugiés indochinois et la décision prise d'un commun accord par le Comité directeur à sa cinquième réunion, tenue au début de 1994, de mener à bien le PAG d'ici la fin de 1995 au plus tard. Il faut espérer qu'outre les nombreux mécanismes novateurs et couronnés de succès mis au point au titre du PAG, des modalités seront mises au point pour régler les problèmes en suspens, en particulier le rejet de réfugiés qui sont particulièrement gênants pour les pays de premier asile comme le sien. La solution de l'intégration sur place n'est pas applicable aux Philippines où les pouvoirs publics ont récemment pris des mesures pour veiller à ce que les personnes souhaitant rester dans le pays en tant que non-réfugiés reçoivent l'appui adéquat pour les aider à rentrer au Vietnam dans des conditions de sécurité et de dignité. Les mécanismes nécessaires pour concrétiser cette décision pourraient être examinés à une réunion officielle du Comité directeur qui devrait se tenir début de 1995 de manière à laisser suffisamment de temps pour la mise en oeuvre, afin que le PAG puisse être effectivement mené à bien avant la fin de 1995. Comme pour d'autres activités du HCR, des ressources sont nécessaires pour mettre fin au PAG. La délégation philippine espère que la communauté internationale continuera à assurer de son appui cet important programme humanitaire et à ce sujet, remercie le gouvernement japonais pour sa récente contribution de 20 millions de dollars des Etats-Unis au PAG.

34. M. KAMANDA WA KAMANDA (Zaïre) dit combien son gouvernement apprécie la compétence et l'efficacité avec lesquelles Mme le Haut Commissaire s'acquitte de sa tâche mais par-dessus tout, pour la promptitude avec laquelle elle a répondu au drame du Rwanda et rend hommage au personnel du HCR qui est souvent obligé de s'acquitter de sa mission dans des conditions très difficiles. Tout en saluant l'extraordinaire élan de solidarité internationale au secours des réfugiés rwandais à Goma, il observe néanmoins une sélectivité de l'aide humanitaire internationale qui heurte la philosophie des droits de l'homme.

35. Depuis de nombreuses années, le Zaïre est l'un des pays africains à abriter le plus grand nombre de réfugiés sur son territoire. Ceux-ci viennent d'Angola, du Burundi, de l'Ouganda, du Soudan et d'autres pays encore, ainsi que du Rwanda, la première vague de réfugiés venu de ce dernier pays datant de 1960. Toutefois, rien de ce qu'a connu son pays ne ressemble à la situation d'urgence sans précédent créée par l'actuel conflit interne du Rwanda.

36. Les 14 et 15 juillet 1994, la ville de Goma, conçue pour quelque 200 000 habitants, a reçu près de 2,5 millions de réfugiés rwandais au rythme de plus ou moins 10 000 personnes par minute. Les dispositifs mis en place en prévision d'un afflux de réfugiés dès l'annonce de la mort du Président rwandais le 6 avril se sont révélés totalement inadéquats pour faire face à la marée humaine en détresse qui s'est déversée dans la ville et la campagne alentour.

37. Aujourd'hui, les villes de Goma et de Bukavu sont pour ainsi dire asphyxiées, le Lac Kivu pollué, l'air irrespirable, les parcs pillés, les



maisons systématiquement dépouillées de leur bois par les réfugiés en quête de bois de chauffage. Il y a une pénurie extrême de vivres et d'eau pour la consommation domestique; l'activité économique et la vie quotidienne en général sont pour ainsi dire paralysées et, chose la plus grave, une épidémie de choléra s'est déclarée qui a ravagé non seulement les réfugiés mais également la population zaïroise - dans la proportion d'un Zaïrois décédé pour 10 Rwandais - et s'est accompagnée de dysenterie, de méningites et de fièvre typhoïde.

38. Or, le monde ne parle toujours pas des droits de l'homme des victimes zaïroises d'une guerre à laquelle elles n'ont pas pris part. Personne ne parle d'assistance aux pays d'asile, et en particulier au Zaïre, oubliant que si sa contribution pouvait être quantifiée, le Zaïre serait sans aucun doute un pays donateur. Au plus fort de la crise, quand Goma et Bukavu manquaient cruellement de vivres, d'eau et de médicaments, beaucoup d'organisations non gouvernementales et d'organismes humanitaires intervenant dans ces villes ne se souciaient pas de savoir que les populations zaïroises subissaient des mêmes privations et en mouraient.

39. Le désastre s'est abattu sur le pays alors qu'il sortait, tout juste d'une crise politique institutionnelle aussi grave que prolongée. Affaibli, le Zaïre a malgré tout laissé ses frontières ouvertes par solidarité avec le peuple rwandais et par respect pour les valeurs humanistes de l'Afrique, et conformément aux buts et aux principes de l'ONU. Cependant, plus que toute autre valeur, le Zaïre est épris de paix.

40. Au nom de la paix, chaque Etat doit être pleinement responsable de son peuple, assumer ses propres contradictions nationales et s'abstenir de faire porter par d'autres son incapacité à gérer ses contradictions. A défaut, la communauté internationale, tant au niveau régional qu'au niveau mondial, doit lui venir en aide pour développer sa capacité à résoudre ses problèmes sans créer de traumatismes à d'autres pays.

41. Dans sa déclaration liminaire, le Haut Commissaire a relevé que l'objectif des éléments armés des anciennes forces armées et milices rwandaises qui ont mis en péril les vies des réfugiés et du personnel humanitaire, et ont perturbé la fourniture de secours et les services essentiels semble être de contrôler la population réfugiée, d'empêcher leur retour volontaire au Rwanda et d'organiser la résistance au gouvernement de Kigali.

42. Si pour certains, tel semble être l'objectif, pour d'autres, l'objectif consisterait à empêcher le retour des réfugiés vers le Rwanda, à viser leur implantation au Zaïre en exploitant le principe du retour volontaire et en ne créant pas les conditions favorables à un tel retour. Si certains réfugiés sont rentrés chez eux, d'autres continuent de fuir. Il est donc nécessaire de rechercher une approche globale intégrant les Etats voisins du Rwanda et du Burundi, l'Organisation de l'unité africaine, les Nations Unies et le HCR afin de trouver des solutions durables dans le respect du continuum "assistance humanitaire - réhabilitation - reconstruction nationale et développement" dans la région des pays des Grands Lacs.

43. En tout état de cause, le retour des réfugiés rwandais dans leur pays est la solution idéale et le Zaïre, le Rwanda et le HCR devraient conclure un accord intégrant les garanties de sécurité claires et suffisantes pour les réfugiés

rentrés chez eux, les mécanismes de vérification des garanties et un calendrier précis de rapatriement.

44. A Goma et Bukavu, la rentrée scolaire n'a pas pu avoir lieu, les écoles et autres établissements publics étant toujours occupés par les réfugiés. Les activités agricoles normales - destinées à prévenir la famine et le déficit agricole - demeurent impossibles. S'il faut ajouter à cela un traitement de faveur réservé aux réfugiés par une assistance humanitaire sélective, ne tenant aucun compte des populations locales, le seuil de tolérance risque fort d'être dépassé, sans parler des frustrations liées à la destruction de l'environnement dans une région touristique par excellence.

45. Le gouvernement zaïrois est prêt à s'engager à favoriser le rapatriement des réfugiés rwandais en neutralisant sur son territoire tous ceux qui, en violation des lois du pays et de son hospitalité, chercheraient à dresser des obstacles au retour volontaire des réfugiés dans leur pays. Le Zaïre apportera au HCR le concours nécessaire au retour volontaire des réfugiés. Il demande au HCR ainsi qu'à la communauté internationale d'offrir les moyens logistiques adéquats à cette fin.

46. Le territoire du Zaïre ne sera jamais utilisé par des Rwandais ou quiconque pour déstabiliser le Rwanda. Le gouvernement zaïrois interdit aux politiciens et militaires rwandais se trouvant au Zaïre d'exercer des activités et de faire des déclarations politiques sur le sol zaïrois et continuera de les tenir éloignés des villes voisines du Rwanda. Les militaires rwandais au Zaïre seront désarmés et placés dans des casernements. Le Zaïre ne permet pas que les réfugiés rwandais deviennent otages de quelque force politique que ce soit, en violation de ses lois. En retour, la République du Zaïre entend ne pas faire les frais des politiques qui se décident souverainement au Rwanda ou ailleurs pour des Rwandais.

47. L'hospitalité que le Zaïre a offerte aux Rwandais a entraîné une catastrophe humanitaire au nord et au sud-Kivu. Le gouvernement zaïrois demande au HCR de contribuer à la mobilisation de la solidarité de la communauté internationale en faveur du Zaïre afin qu'elle participe à la réhabilitation des infrastructures économiques et sociales permettront aux populations zaïroises sinistrées de retrouver une vie normale.

48. L'orateur remercie tous les Etats, les personnalités politiques, le Haut Commissaire, le CICR, Médecins sans frontières, les organisations non gouvernementales nationales et internationales qui ont aidé les réfugiés rwandais au Zaïre.

49. Conformément au communiqué conjoint publié au terme des travaux de la Réunion ministérielle zaïro-rwandaise de Goma, en août 1994, les deux parties sont convenues de conjuguer leurs efforts en vue de favoriser le retour librement consenti des réfugiés rwandais dans leur pays avec le concours du HCR; ont fait appel au HCR aux fins d'assurer la logistique nécessaire au rapatriement des réfugiés rwandais et ont accepté le principe d'un accord tripartite visant à faciliter le rapatriement des réfugiés. Ils ont en outre demandé au HCR de soumettre un projet d'accord comprenant les garanties rwandaises requises pour assurer le retour des réfugiés dans leur pays.

L'accord, accepté par le HCR, comprendra également l'engagement du Zaïre de faciliter le retour librement consenti des réfugiés et l'engagement du HCR de fournir les ressources nécessaires.

50. Pour faciliter le retour des réfugiés, le Zaïre a saisi le Secrétaire général de l'ONU de l'importante question de l'éloignement des militaires qui sont dans les camps. Il a identifié les divers sites où devraient être transférés les militaires et les anciens responsables politiques. Actuellement, une mission conjointe comprenant les experts du gouvernement, quatre représentants de la MINUAR, un représentant du PNUD et un représentant du HCR est à pied d'oeuvre au Zaïre afin d'identifier les catégories et les groupes qui doivent être éloignés du nord et du sud-Kivu, d'évaluer le coût du transport, de l'hébergement et du rapatriement des réfugiés qui désirent rentrer au Rwanda. La mission inspecterait également les camps réservés aux militaires rwandais.

51. La situation au Burundi est elle aussi extrêmement préoccupante. Tous ceux qui ont quelque influence dans ce pays doivent aider les protagonistes à rechercher le plus tôt possible des solutions politiques globales et durables qui ne soient pas ressenties par un groupe comme une honteuse capitulation. De nouveaux affrontements au Burundi ne feraient qu'aggraver la situation et ébranler une paix encore précaire dans la région des Grands Lacs.

52. Dans le respect des principes humanitaires fondamentaux, de l'impartialité et de la neutralité, le Zaïre estime devoir attendre de la communauté internationale un appui aux efforts de reconstruction nationale, une assistance conséquente aux populations locales affectées par l'afflux de réfugiés et une compensation pour les sacrifices consentis alors que les moyens sont limités.

53. Quand on sait qu'il y a des pays qui refusent d'ouvrir leurs frontières, l'appui du HCR et de la communauté internationale aux pays qui malgré leurs problèmes économiques et sociaux, acceptent le fardeau des réfugiés serait le minimum qui puisse être fait, dans le respect des principes humanitaires fondamentaux, de l'impartialité et de la neutralité.

54. Mme CARRIZOSA (Colombie) dit que sa délégation est d'accord avec le Haut Commissaire sur l'importance de sauvegarder le mandat du HCR et son caractère humanitaire. Comme on l'a fait remarquer, les principes d'impartialité et de neutralité garantissent la crédibilité de l'action humanitaire. Ces caractéristiques ouvrent la voie à l'Organisation dans les circonstances extrêmement difficiles et permettent de créer un environnement approprié pour faire avancer le processus de paix.

55. Il est non moins important de protéger le droit d'asile contre les tentatives de sape de cette institution. La xénophobie, le chômage et la récession ne devraient pas être des obstacles insurmontables à la protection de ce droit. C'est précisément parce que les réfugiés constituent une catégorie de personnes qui ne peuvent compter sur l'appui du gouvernement que leur situation est presque toujours une situation d'urgence et qu'une telle protection doit être offerte en dehors du cadre du processus politique et économique. Les garanties du droit d'asile procèdent non seulement des engagements juridiques, mais aussi du sentiment de solidarité et de la générosité de la communauté internationale.

56. En ce qui concerne la question des personnes déplacées à l'intérieur du territoire, il est clair que les déplacements de population et leurs conséquences sont la responsabilité des gouvernements concernés et que cette responsabilité ne peut être remplacée par l'assistance humanitaire. Le fait qu'une personne déplacée ne franchisse pas une frontière ne change rien au fait qu'elle est sans protection. C'est cette situation qui fait d'elle un candidat à l'assistance humanitaire qui, pour une raison ou pour une autre, ne peut lui être fournie par son propre gouvernement.

57. Les efforts déployés pour trouver des moyens pratiques et juridiques d'aider ces personnes sont un objectif légitime pour une Organisation telle que le HCR. La délégation colombienne considère également que l'action de prévention que pourrait mener le HCR au sujet des problèmes des personnes déplacées comprend la possibilité d'offrir son savoir-faire et son expérience en matière de gestion de ce type de problème aux pays concernés. Le fait que les personnes déplacées ne soient pas mises à l'écart ne procède pas toujours d'un manque de volonté de la part de leurs gouvernements. Très souvent, le problème clé fait état d'une absence de compréhension précise des causes, de l'ampleur et de la nature du problème. Un pas fondamental vers la gestion des causes profondes du problème consisterait à faire la lumière sur les divers aspects. A cet égard, l'importance de l'action du HCR ne saurait être sous-estimée.

58. La délégation colombienne s'associe à ceux qui se félicitent du succès de l'action de la CIREFCA en Amérique centrale. Comme cela a été indiqué, il est essentiel de promouvoir une approche régionale des problèmes des réfugiés.

59. Le gouvernement colombien a bénéficié de l'intérêt manifesté par les organisations non gouvernementales et les institutions internationales pour les personnes déplacées à l'intérieur du territoire. L'Institut interaméricain des droits de l'homme du Costa Rica a publié un rapport sur une mission d'assistance technique sur le déplacement à l'intérieur du territoire en Colombie, qui aidera à trouver les moyens de protéger les personnes concernées et d'éviter le déplacement. La visite de M. Deng, représentant du Secrétaire général, en juin, a encouragé la coordination des efforts de son gouvernement et de toutes les organisations intéressées. Le gouvernement colombien espère être en mesure d'appliquer les recommandations et suggestions de M. Deng afin d'adopter une approche plus vaste des problèmes de déplacement.

60. M. MADJI (Maroc) dit que l'année 1994 restera marquée par l'une des tragédies les plus terribles depuis la Seconde Guerre mondiale, à savoir le génocide qui s'est déroulé au Rwanda en l'espace de quelques semaines. Tout comme en Bosnie et en Somalie, les événements du Rwanda montrent les limites de l'action humanitaire. Cependant, l'Afrique peut se féliciter d'un événement encourageant, celui de la transition pacifique de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique. Le processus de paix au Moyen-Orient évolue également de manière constructive qu'il convient de saluer et d'encourager.

61. D'autres progrès importants ont été réalisés, en Asie notamment, avec l'achèvement du Plan d'action global pour les réfugiés indochinois et les préparatifs en vue du rapatriement librement consenti vers le Myanmar. Il faut également noter le processus de paix au Mozambique, l'organisation en Géorgie du retour des personnes déplacées vers l'Abkhazie et la réintégration des réfugiés et personnes déplacées au Tadjikistan. Les perspectives de rapatriement des réfugiés au Guatemala évoluent également de manière encourageante.

62. Le rapatriement librement consenti reste la solution la plus souhaitable aux problèmes des réfugiés. Il doit être encouragé par la création, pour les personnes concernées, de conditions nécessaires à la libre expression de leur volonté et la garantie de leur retour dans la dignité et la sécurité.

63. En ce qui concerne le document relatif à la présentation générale des activités du HCR (A/AC.96/824), la délégation marocaine convient que la gestion des problèmes d'un nombre de réfugiés en progression constante, et qui s'élève aujourd'hui à 20 millions de personnes, est une tâche immense. Elle requiert de la communauté internationale un élan supplémentaire de solidarité et un accroissement des ressources financières et humaines mises à la disposition du Haut Commissaire.

64. Les événements récents ont montré la nécessité de renforcer les moyens d'action de l'Office pour que soit mieux adaptée sa capacité d'intervention urgente conjointement avec les autres institutions des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. A ce sujet, la délégation marocaine se félicite du processus PARinAC qui a débouché, dans le cadre de la Conférence d'Oslo, sur l'adoption d'une Déclaration et d'un Plan d'action contenant des propositions pour le renforcement de la collaboration entre le HCR et les ONG. Ce Plan d'action pourrait être la base d'un programme humanitaire conjoint HCR/ONG visant à faire face aux vastes problèmes de réfugiés dans le monde.

65. La délégation marocaine souligne l'importance de l'action internationale et demeure consciente de l'ampleur des défis et des nouvelles tâches auxquelles le HCR doit faire face. Elle partage également les préoccupations de l'Office devant les limites des instruments existants face aux situations d'afflux massifs de réfugiés, qui ne résultent pas seulement de troubles politiques ou de violations massives et systématiques des droits de l'homme, mais aussi de catastrophes naturelles et de situations économiques et sociales aléatoires. Cette nouvelle catégorie de réfugiés génère une série de problèmes différents, mais requiert le même engagement et le même devoir de solidarité. Cette situation appelle à une réflexion de la part de la communauté internationale afin de combler les lacunes dans le domaine de la protection internationale.

66. Les femmes et les enfants représentent 80 % des réfugiés dans le monde et les couches les plus vulnérables. Le HCR, qui a pris au cours des dernières années une nouvelle orientation pour leur protection, doit être assuré de l'appui de tous les membres du Comité exécutif pour continuer dans cette voie. L'orateur se félicite des recommandations adoptées par le Comité exécutif et des principes directeurs proposés.

67. La délégation marocaine se félicite également des engagements pris en faveur des personnes déplacées à l'intérieur des territoires.

68. La situation des réfugiés en Afrique reste une source de préoccupation puisque ce continent compte le nombre le plus élevé de réfugiés et de personnes déplacées. La précarité de la situation des pays d'accueil ne leur permet pas d'absorber les flux de réfugiés et une plus grande mobilisation de la communauté internationale est nécessaire. La même mobilisation doit s'opérer en faveur de la population de Bosnie victime de "la purification ethnique", universellement condamnée.

69. Bien qu'il ne figure pas parmi les principaux donateurs, le Maroc a à maintes reprises manifesté sa solidarité avec les réfugiés et les pays affectés, par le biais de l'aide et de l'assistance bilatérales et à travers les institutions humanitaires, dont le HCR.

70. En ce qui concerne la question du Sahara occidental, l'orateur appelle l'attention sur la déclaration faite devant l'Assemblée générale par le premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Royaume du Maroc, selon laquelle le plan de règlement des Nations Unies est entré dans sa phase finale et le Maroc fait preuve d'une coopération sincère avec le Secrétaire général, comme en témoignent ses rapports.

71. M. MEGHLAOU (Algérie) dit que les causes du phénomène des réfugiés varient d'un pays à l'autre et peuvent déboucher sur des situations si catastrophiques qu'elles incitent à s'interroger sur les limites de l'action humanitaire.

72. Pour être efficace, la prévention doit être mise en oeuvre dans un cadre approprié et de manière concertée, impliquant les Etats et les organisations concernés. Lorsqu'elle s'inscrit dans un cadre national, les autorités du pays concerné doivent être au centre de l'entreprise et toute action doit être menée avec leur accord. Lorsque la prévention est inscrite dans un cadre régional, il convient de privilégier les mécanismes existant à ce niveau. A ce sujet, il note que le Secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine dispose d'un Bureau des réfugiés, qui est assisté par un groupe d'ambassadeurs accrédités à Addis Abeba.

73. L'Afrique célèbre actuellement le vingt-cinquième anniversaire de la Convention de 1969, qui est appliquée depuis plus de 20 ans. Cet instrument fournit la preuve de la générosité des Africains, générosité dont l'Afrique a grand besoin pour soulager les souffrances des millions de réfugiés et de personnes déplacées. La tragédie du Rwanda aggrave la situation et l'Afrique a besoin d'une action soutenue et cohérente pour éviter d'être marginalisée. Elle a besoin qu'on lui ouvre des perspectives de développement, tâche qui dépasse la responsabilité du HCR et relève de celle de la communauté internationale, et plus particulièrement de sa composante la plus développée.

74. L'augmentation rapide du nombre des réfugiés et des personnes déplacées à travers le monde fait que les frontières s'ouvrent de moins en moins facilement. Les instruments régissant les réfugiés ont montré leur limite. La délégation marocaine pense qu'il est souhaitable de rassurer les Etats, notamment ceux sur lesquels pèse le plus lourd fardeau, en orientant davantage les programmes en faveur des réfugiés vers le retour dans leur pays d'origine. Il est clair que le rapatriement doit être librement consenti et s'opérer dans des conditions de dignité et de sécurité.

75. S'agissant des instruments juridiques, il convient dans une première étape, de privilégier le niveau régional et l'action doit être adaptée aux conditions présentes. Compte tenu des réticences prévisibles des Etats, il serait hasardeux de fonder un quelconque espoir sur la conclusion d'une nouvelle convention plus adaptée à la situation présente. Cependant, il est peut-être temps d'envisager la possibilité d'un travail de compilation de tous les textes pertinents adoptés aux niveaux international, régional, national et par les institutions internationales. Un tel document serait une source de référence pour les Etats et les organisations gouvernementales et non gouvernementales.

76. Le retour des réfugiés dans leur pays d'origine est la solution idéale, qui doit se faire dans la dignité et la sécurité. Cela suppose la fin de la cause ou des causes qui ont poussé les réfugiés à prendre le dur chemin de l'exil.

77. Le gouvernement algérien continuera d'accorder protection et assistance aux réfugiés sahraouis et aux personnes déplacées du Mali.

78. S'agissant des Sahraouis, il est évident que la fin de leur exil est suspendu à la tenue d'un référendum impartial d'autodétermination, conformément au plan accepté par les deux parties, le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO, et entériné par l'ONU. On ne pourra pas étouffer les aspirations nationales légitimes du peuple du Sahara occidental. Pour éviter de prolonger les souffrances de ce peuple et assurer la paix et la stabilité dans la région, il faut trouver au plus vite une solution juste et durable. L'Algérie continuera de travailler avec ténacité dans cette direction.

79. S'agissant des personnes déplacées du Mali, l'Algérie, en accord avec ce pays voisin et ami, et en coopération avec le HCR et le FIDA, s'active à préparer leur rapatriement et leur insertion socio-économique. C'est dans cette perspective que ces quatre partenaires - Algérie, Mali, HCR et FIDA - ont signé en août 1994 un accord pour préparer les conditions d'un retour librement consenti. Cette opération est un exemple de coopération entre deux pays voisins et des institutions internationales. Elle mérite qu'on lui consacre les moyens nécessaires à sa réussite car c'est une contribution à la paix.

80. Les problèmes que posent les réfugiés et les personnes déplacées concernent tous les pays. L'onde de choc que créent les tragédies du Rwanda et de la Bosnie-Herzégovine ne se fait pas sentir que dans les pays voisins. Aucune précaution ne peut permettre de circonscrire un problème de réfugiés dans des limites prévisibles. Il est temps qu'une réflexion globale soit engagée pour appréhender le problème des réfugiés et des personnes déplacées dans toute sa complexité en vue de rechercher de nouvelles solutions à même d'éviter ou d'abrégier les souffrances de millions d'êtres humains.

81. M. MWANSA (Zambie) dit qu'il appuie pleinement les vues et idéaux que Mme Ogata a exprimé dans la déclaration qu'elle a faite avant la quarante-cinquième session du Comité exécutif.

82. Depuis 1993, le nombre des réfugiés se trouvant en Zambie est tombé de 141 000 à quelque 131 000 du fait que ceux d'Afrique du sud, du Malawi et du Mozambique sont rentrés dans leur pays d'origine où la situation s'est améliorée. Le rapatriement des réfugiés mozambicains notamment s'est bien déroulé conformément au plan établi.

83. La Zambie continue cependant de recevoir les réfugiés fuyant la guerre en Angola, la crise du Rwanda et les troubles et l'instabilité au Zaïre et au Burundi, et pour pouvoir faire face au flux continu de réfugiés, elle a encore besoin de l'appui de la communauté internationale.

84. La Communauté européenne a accordé 1,2 millions d'ECUS pour faire face aux besoins des réfugiés se trouvant dans le nord-ouest du pays. Les conditions de vie dans la zone d'installation de Meheba dans l'arrondissement de Solwezi se sont considérablement améliorées grâce à cette assistance fournie à point nommé.

Mais les réfugiés vivant hors des zones d'installation officielles le long de la frontière avec l'Angola et le Zaïre ont eux aussi cruellement besoin d'assistance.

85. Le flux croissant des réfugiés pèse lourdement sur les ressources mondiales. Les gouvernements africains doivent donc continuer à faire de leur mieux pour inverser la tendance. Une Afrique stabilisée serait en mesure de concentrer ses efforts sur la reconstruction économique et la modernisation.

86. La Zambie pratique la politique de la porte ouverte à l'égard des réfugiés et continuera à admettre tous les réfugiés authentiques conformément aux instruments des Nations Unies et de l'OUA et à sa propre législation nationale.

87. Le 2 septembre 1994, le dernier groupe de réfugiés zambiens vivant au Zaïre depuis 1965 est rentré de son propre gré au pays. La Zambie est extrêmement reconnaissante aux autorités zaïroises qui ont accordé si longtemps l'asile à ses ressortissants et leur ont fourni assistance pendant la période du rapatriement.

88. M. MICHALKO (Observateur pour la Slovaquie) dit que la migration intéresse tout particulièrement la Slovaquie en raison de sa situation géographique. La loi de 1990 sur les réfugiés de l'ex-Tchécoslovaquie a été amendée pour tenir compte des nouvelles réalités d'un Etat indépendant et aligner la législation slovaque sur la Convention de 1951 et le Protocole de 1967. Le Bureau de liaison du HCR installé à Bratislava en vertu d'un accord conclu entre le gouvernement slovaque et le HCR concernant le statut juridique, l'immunité et les privilèges du HCR et de son personnel en Slovaquie y a largement contribué.

89. Les réfugiés se trouvant en Slovaquie sont principalement des personnes qui ont fui l'accident qui s'est produit à la centrale nucléaire de Tchernobyl et la crise de l'ex-Yougoslavie. L'Office pour l'immigration du Ministère de l'intérieur leur assure l'hébergement, la protection sociale et les soins de santé dans trois centres humanitaires et dans les familles d'accueil à travers le pays.

90. En 1994, le gouvernement slovaque a alloué 3 millions de dollars des Etats-Unis à l'Office pour l'immigration, mais ce montant a été insuffisant comparé aux dépenses requises pour faire face aux besoins des réfugiés et à l'administration des migrations.

91. Au titre du programme pour la Slovaquie du HCR, un appui financier a été fourni pour faciliter les soins médicaux, les consultations psychologiques et les programmes d'éducation et pour offrir des renseignements à jour sur les pays d'origine des réfugiés. Le système d'enregistrement CEERICS fourni par le HCR, qui permet d'accéder aux renseignements pertinents, sera très précieux.

92. En 1993, 280 personnes d'origine slovaque ont quitté les zones touchées par la catastrophe de Tchernobyl pour se rendre en territoire slovaque, tandis que 1994 a vu l'arrivée de 123 autres personnes. L'acceptation d'autres réfugiés dépendra de la situation économique du pays.

93. Les migrations illégales, en particulier d'Europe orientale, posent un grave problème pour la Slovaquie. Le pays coopère au niveau européen et intensifie le dialogue entre les gouvernements, les organisations



internationales et les organisations non gouvernementales en vue de mettre sur pied un cadre juridique international commun pour les réfugiés.

94. M. ZAHARAN (Observateur pour l'Egypte) dit que l'ampleur sans précédent des problèmes de réfugiés à travers le monde, et en particulier les événements alarmants de l'Afrique et de l'ex-Yougoslavie, appellent un effort international concerté non seulement pour résoudre les causes profondes des problèmes, mais également pour protéger les réfugiés. Cela dit, la gravité des problèmes ne devrait pas occulter les résultats encourageants obtenus en Afrique du Sud et au Mozambique. En 1993, on comptait 7 200 000 réfugiés et personnes déplacées en Afrique nécessitant l'assistance du HCR. La crise du Rwanda a provoqué environ un demi-million de pertes de vies humaines et plusieurs millions de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

95. Le HCR devrait envoyer des observateurs au Rwanda pour faire en sorte que les auteurs du génocide et des atrocités soient traduits en justice et pour aider à la reconstruction du pays et à la création de conditions favorables au retour des réfugiés rwandais, ce qui allégerait la charge des pays voisins. L'Egypte a envoyé des médecins sur place et mis des médicaments à la disposition des organisations humanitaires.

96. Le budget du HCR devra faire face aux nouvelles dépenses requises en Afrique. En 1994 par exemple, le montant requis est de 368 millions de dollars, soit quelque 32 % du budget. La situation de l'ex-Yougoslavie requiert elle aussi une augmentation des allocations budgétaires. On compte environ 4,1 millions de réfugiés et de personnes déplacées ayant besoin d'assistance et de vastes segments de la population sont contraints de vivre dans des zones assiégées. Malgré le nettoyage ethnique et les difficultés inimaginables, le HCR et les organisations non gouvernementales font tout leur possible pour adoucir la condition des réfugiés. Il faut espérer que l'accord conclu entre le gouvernement bosniaque et les Serbes de Bosnie sur l'autorisation de convois et l'échange de prisonniers sera respecté et que l'aéroport de Sarejevo sera rouvert pour faciliter le flux de l'assistance humanitaire. Cependant, il faut déplorer le manque de ressources pour améliorer la situation, notamment en Bosnie-Herzégovine, ce qui entrave les efforts du HCR.

97. La Note sur la protection internationale (A/AC.96/830) contient d'intéressantes conclusions et traduit l'avis général selon lequel le mandat du HCR ne devrait pas être amendé mais assoupli afin de lui donner plus de latitude pour aider les réfugiés qui ne sont pas visés par la Convention de 1951 et le Protocole de 1967.

98. L'Egypte appuie pleinement l'action menée par le Comité international de la Croix-Rouge et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour assurer la protection des réfugiés et des personnes déplacées en temps de conflit. Elle se félicite également de l'intensification de la coopération entre le CICR et le HCR.

99. M. CHAKRAVARTI (Observateur pour l'Inde) dit que son pays éprouve une grande admiration pour le mandat impartial, neutre et apolitique de l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

100. La Note sur la protection internationale (A/AC. 96/830) analyse de nouveaux phénomènes dans le domaine de la protection des réfugiés et vise des

catégories de personnes qui, pour être exclues du champ de la Convention de 1951 et d'autres instruments juridiques internationaux, n'ont pas moins besoin de protection. Les exodes massifs de populations trouvent leurs causes profondes dans la pauvreté extrême, la faim et la destruction économique. S'il est vrai que le rétablissement de la paix et la restauration d'une société civile par les pays d'origine des réfugiés est nécessaire, il n'est pas à lui seul suffisant. Les questions de développement doivent également être traitées au niveau multilatéral si l'on veut que les problèmes soient vraiment résolus.

101. Comme cela a été indiqué au paragraphe 38 de la Note sur la protection internationale, la protection des réfugiés dépend de la politique et de la bonne volonté de chaque gouvernement. Elle préconise donc l'adoption de principes directeurs. De l'avis de la délégation indienne, les normes fixées doivent être réalistes et tenir compte des capacités du HCR. La Note évoque en outre la nécessité de distinguer entre les réfugiés et les personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de la protection internationale ou n'en sont pas justiciables. La distinction est importante et il convient de la maintenir.

102. En examinant la question des personnes déplacées à l'intérieur des territoires, il convient de ne pas perdre de vue que ces personnes relèvent de la compétence administrative et territoriale de leur propre Etat. Le consentement de l'Etat concerné est donc un préalable à toute initiative pouvant être prise pour les aider. Il ne faut ménager aucun effort pour veiller à ce que le HCR reste dans les limites de son mandat lorsqu'elle est confrontée à de telles situations.

103. Le HCR est suffisamment objectif pour être en mesure de dire de manière impartiale si le rapatriement librement consenti vers les pays d'origine a réussi. En fait, au cours des 12 mois écoulés, les résultats ont été appréciables. Le rapatriement librement consenti doit être supervisé et vivement encouragé. Toutefois, la réinstallation sur place n'est pas viable dans des régions qui sont manifestement surpeuplées et sous-développées.

104. Bien qu'elle ne soit pas un pays nanti, l'Inde a une tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés. Le rapatriement s'est opéré sur la base du libre consentement dans le cadre d'arrangements bilatéraux. Des dizaines de milliers de réfugiés de Sri Lanka et de la région montagneuse de Chittagong au Bangladesh vivent en Inde, mais des accords ont été conclus avec les gouvernements de ces pays concernant leur rapatriement librement consenti.

105. M.PRATOMO (Observateur pour l'Indonésie) dit que son gouvernement espère que l'évolution spécifique de la situation des camps dans les pays de premier asile sera prise en considération lors de la formulation des programmes de pays et de l'examen des questions administratives et financières pour 1995.

106. Les procédures de détermination du statut de réfugié sont achevées en Indonésie, aux Philippines, en Malaisie et en Thaïlande, et le seront à la fin de 1994 à Hong Kong. On estime que 52 000 non-réfugiés devront rentrer dans leur pays d'origine vers la fin de 1995, tandis que 2 615 Vietnamiens arrivés avant la date limite attendent d'être réinstallés.

107. Compte tenu de la nécessité de mener à bien le Plan d'action global (PAG) en Asie du sud-est avant la fin de 1995, il faut accorder une attention particulière à la situation des quelque 52 000 Vietnamiens réfugiés de la mer

qui attendent encore dans les camps de premier asile, y compris en Indonésie. La quarante-cinquième session du Comité exécutif devra s'efforcer de trouver les moyens de surmonter les obstacles à l'élaboration d'un plan d'action concernant la réinstallation et le rapatriement. Le Programme de réinstallation pour 1994-1995 devrait fixer les destinations et le calendrier de réinstallation dans les pays tiers afin que les pays de premier asile puissent prendre les dispositions techniques nécessaires le plus tôt possible. Il semble que la seule solution possible pour les non-réfugiés soit le rapatriement vers leur pays d'origine. Il faut espérer que le PAG pourra être mené à son terme sans qu'il reste des demandeurs d'asile dans les pays de premier asile, afin d'éviter qu'il n'y ait des problèmes en suspens. Le HCR devrait, en coopération avec les pays donateurs et la communauté internationale, assurer son assistance jusqu'à l'achèvement des programmes de réinstallation et de rapatriement dans la région.

La séance est levée à 18 h. 05.